



**ACP** OBSERVATORY ON MIGRATION  
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS  
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

# De l'évidence à la mise en oeuvre - Faciliter la migration de travail pour le développement: *Opportunités et défis des migrations de travail sud-sud*



*Une initiative du Secrétariat ACP,  
financée par l'Union européenne,*

*mise en œuvre par l'OIM et avec le soutien financier de la Suisse,  
de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA*



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra  
Swiss Confederation

Fonds de l'OIM pour le  
développement  
*Developpez les capacités en  
matière de gestion des migrations*



## Dossier d'information

ACPOBS/2011/DIa

# 2011

## **L'Observatoire ACP sur les migrations**

L'Observatoire ACP sur les migrations est une initiative du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne, mise en œuvre par l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), à la tête d'un consortium de 15 partenaires, et avec le soutien financier de la Suisse, de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA. Établi en 2010, l'Observatoire ACP sur les migrations est une institution visant à produire des données sur les migrations sud-sud à destination des migrants, de la société civile et des décideurs politiques et à renforcer les capacités de recherche dans les pays ACP, dans le but d'améliorer la situation des migrants et de resserrer les liens entre migration et développement.

L'Observatoire a été créé pour favoriser le déploiement d'un réseau d'institutions de recherche et d'experts sur les migrations. Des activités ont été lancées dans 12 pays pilotes et seront progressivement étendues à d'autres pays ACP intéressés. Les 12 pays pilotes sont l'Angola, le Cameroun, Haïti, le Kenya, le Lesotho, le Nigeria, la République démocratique du Congo, la République unie de Tanzanie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Sénégal, le Timor-Leste et Trinité-et-Tobago.

L'Observatoire a lancé des activités de recherche et de renforcement des capacités relatives à la problématique des migrations Sud-Sud et du développement. A travers ces activités, l'Observatoire ACP cherche à adresser les nombreux enjeux de plus en plus incontournables pour le Groupe des États ACP dans le cadre des liens migration/développement. Les documents et produits des recherches, ainsi que les manuels pour le renforcement des capacités, sont accessibles gratuitement sur le site Internet de l'Observatoire ([www.acpmigration-obs.org](http://www.acpmigration-obs.org)). Les futures publications et informations sur les activités de l'Observatoire seront mises en ligne.

© 2011 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

© 2011 Observatoire ACP sur les migrations

Document préparé par Susanne Melde, chargée de recherche, Observatoire ACP pour les Migrations, pour la réunion thématique du Forum mondial sur les Migrations et le développement se tenant en Afrique de l'Ouest en octobre 2011. Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), de l'Union européenne, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des autres membres du Consortium de l'Observatoire ACP sur les migrations, de la Suisse, du UNFPA ou de la République fédérale du Nigéria.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, stockée dans un système électronique d'extraction, ni transmise, sous quelque forme que ce soit ni par aucun procédé électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou autrement, sans le consentement écrit préalable de l'éditeur.

ACPOBS/2012/Dia



**ACP** OBSERVATORY ON MIGRATION  
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS  
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

**De l'évidence à la mise en oeuvre**  
**Faciliter la migration de travail**  
**pour le développement:**  
***Opportunités et défis des***  
***migrations de travail sud-sud***



## 1. Introduction

---

La mobilité des êtres humains, phénomène ancestral, est devenue une question de premier plan au sein des débats sur les politiques et le développement. Mais **l'approche est biaisée par une attention essentiellement portée sur les mouvements sud-nord, alors que les flux sud-sud<sup>1</sup> sont quasiment aussi importants**. De plus, les migrations et les mouvements intra régionaux vers d'autres pays en développement sont particulièrement importants en Afrique sub-saharienne (65% en 2010) et en Asie. **On estimait en 2005 que plus de 80 pour cent des migrations sud-sud concerneraient des pays voisins** (Ratha et Shaw, 2007). La mobilité au sein des pays du sud devrait poursuivre sa progression au fur et à mesure que les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) gagneront en importance au sein de l'économie mondiale (Wickramasekara, 2011). En dépit de cela, l'immigration dans les pays en développement demeure un phénomène qui n'est toujours pas parvenu à mobiliser une forte attention.

**Les stocks de migrants sud-sud sont environ aussi importants que les stocks sud-nord. Environ 36 millions de migrants seraient partis pour un autre pays en développement en 2010**

(BIT, 2010b)

**Les migrations internationales sont avant tout une question de mobilité de la main d'oeuvre<sup>2</sup>, pour des personnes qui partent dans la perspective de trouver des meilleures opportunités**. Selon le BIT (2010b), environ la moitié de la totalité des migrations internationales représentent des migrations de travail. Appliquée aux pays en développement, cette proportion permettrait de conclure qu'**environ 36 millions de migrants seraient partis pour un autre pays en quête d'emploi en 2010**. Il est important de comprendre les besoins de ce groupe spécifique de migrants, de manière à renforcer leur contribution au développement humain.

---

1 Nous utilisons ici la définition du PNUD, au sens de laquelle tous les pays sont des pays en développement, à l'exception de ceux qui enregistrent un indice de développement humain très élevé (voir à ce propos, <http://www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/South.pdf>).

2 Le présent article ne concentre son analyse ni sur la migration forcée ni sur la mobilité de la main d'oeuvre au sein d'un pays, et cela en dépit de l'importance de ces deux phénomènes, notamment dans les pays en développement, et malgré l'énorme potentiel en termes de réduction de la pauvreté que présente la mobilité de la main d'oeuvre en interne.

Après la présentation, en partie deux, des chiffres et des tendances clés sur la migration de travail régional dans le sud, la troisième section de cet article met en lumière plusieurs exemples de cadres de mobilité de travail régionaux spécifiques aux pays du sud. La quatrième section esquisse les opportunités et les défis liés aux migrations de travail régionales entre pays en développement.<sup>3</sup> L'article se conclut sur une section présentant les questions politiques majeures susceptibles de se poser et formulant des recommandations.

## 2. Tendances clé des migrations de travail intra et interrégionales dans les pays du sud

---

**Deux grands types de migrations de travail existent entre pays en développement: les systèmes de mobilité interrégionaux et la migration de travailleurs entre deux régions ou continents**

La mobilité professionnelle régionale fait partie intégrante de la vie de nombreux pays en développement depuis longtemps. **Deux grands types migrations de travail entre pays en développement peuvent être observés : les systèmes de mobilité interrégionaux et la migration de travailleurs entre deux régions ou continents.** D'une manière générale, on peut observer que les données concrètes concernant les migrations de travail sont difficiles à obtenir, en particulier dans les pays en développement, ou n'ont pas été suffisamment analysées à ce jour. Il est important de garder à l'esprit que les modèles de migration sont en évolution et ne sont pas figés (Skeldon, 2010).

Une migration non documentée, la proportion de plus en plus importante de femmes dans les populations de migrants en quête d'emploi, les mouvements à court et moyen terme, ainsi que les mouvements transfrontaliers sont autant de données généralisées. **La migration de travail sud-sud est également la conséquence de dégradations environnementales** qui poussent certaines populations à quitter des terres devenues stériles, pour leur survie. La disponibilité limitée de terres permettant de conserver les stratégies de subsistances traditionnelles peut conduire à une migration en dehors des frontières nationales.

---

3 Les liens existant entre la migration de la main d'œuvre et le développement humain, y compris en ce qui concerne leurs impacts respectifs, dépassent l'objet du présent article. Veuillez consulter, à ce propos, les documents d'information afférents aux rencontres des éditions antérieures du Forum sur la Migration et le Développement, disponibles à l'adresse suivante : <http://www.gfmd.org/en/documents-library.html>.

Les écarts salariaux entre les pays du sud et les gains économiques potentiels liés à la mobilité de travail peuvent être moins importants, mais plus de quatre migrants sur cinq se rendent dans un autre pays en développement dont l'indice de développement humain est plus élevé que dans leur pays de départ (PNUD, 2009). Un aspect important à garder à l'esprit concerne la nature très informelle des marchés du travail des pays en développement (jusqu'à entre 70 et 80% en Afrique, par exemple) et ses répercussions sur la manière dont la mobilité professionnelle s'organise, ainsi que sur les droits et sur les conditions de travail des migrants. Les crises économiques et financières récentes ont affecté certains pays de destination, où de nombreux travailleurs étrangers ont perdu leur emploi (Ratha et al., 2009). Les conséquences sur les travailleurs migrants dépendent du type de secteur, de leur sexe et du pays dans lequel ils travaillent.

### **L'Afrique sub-saharienne est la principale zone de migrations intra-régionales.**

Les pays du Maghreb ne sont souvent considérés par les migrants sub-sahariens que comme des étapes vers l'Europe, bien que nombre d'entre eux soient aussi devenus des pays de destination (Touzenie et al., 2009). Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), les migrations intra-régionales sont de plus en plus importantes et se féminisent de manière croissante (OEA, 2011). Des migrations interrégionales en provenance et en destination de l'Amérique latine et les Caraïbes, à partir d'autres pays du sud, sont également constatées.

**L'Afrique subsaharienne est la première zone de migrations intra-régionales**

**La migration professionnelle sud-sud concerne d'abord les travailleurs peu qualifiés**

Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) représentent une destination importante de travail temporaire étranger sous contrat pour les migrants en provenance de l'Asie du sud, de l'Asie du sud-est et du Moyen-Orient. Les femmes ont tendance à occuper essentiellement des emplois domestiques dans les pays du CCG. Elles ne représentent néanmoins qu'une minorité de la totalité des migrants internationaux qu'accueille le Moyen-Orient (38% en 2010, PNUD 2010). Les travailleurs migrants des pays de l'Asie centrale se rendent, pour la plupart, dans la Fédération de Russie. Quarante-trois pour cent des migrants asiatiques s'étaient déplacés sans quitter leur région en 2000, 3 pour cent d'entre eux se sont rendus en Océanie et 1 pour cent en Afrique (CRD, 2007). Des migrations interrégionales existent également entre la Chine, l'Inde et l'Afrique (Skeldon, 2011).

En termes de niveaux de compétences, **la mobilité professionnelle sud-sud concerne principalement des travailleurs peu qualifiés et des marchés du travail de type informel**. Néanmoins, il doit être relevé que d'importants pôles d'immigration existent dans le sud, tels que la Côte d'Ivoire, l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigeria, le Burkina Faso, le Kenya, le Soudan et la Tanzanie, en Afrique Subsaharienne (Banque Mondiale, 2010). La mobilité en grand nombre des migrantes hautement qualifiées – la « fuite des cerveaux » – s'avère aussi vers des pays du sud (17,5% en 2005), notamment les pays CCG (9,6 millions en 2000), la Malaisie, Taiwan Province de Chine et Afrique du Sud (1,3 millions de migrants hautement qualifiés en 2000)<sup>4</sup> (Dacquier et Marfouk, 2005 ; Clemens 2006). La circulation des compétences dans le sud apparaît donc comme une question prioritaire. Les jeunes migrants, en particulier, dont une grande partie est qualifiée (Assal 2010 ; IOM 2010), doivent être mis au centre des plans de mobilité du travail dans les pays du sud.

### 3. Cadres régionaux de mobilité du travail dans le sud

---

En plus des accords bilatéraux, **l'intégration régionale liée aux questions de migration et de développement progresse au sein de différents groupes régionaux partout dans le monde**.<sup>5</sup> Malgré tout, la libre circulation des personnes ne reste souvent qu'un objectif. Leur mise en oeuvre est souvent retardée par rapport aux accords de libre circulation des marchandises et d'échanges et des provisions sur la migration de travail sont que rarement incluses dans des accords de mobilité. Ce potentiel de renforcement de l'intégration régionale qui favorise les transferts de technologies et améliore de ce fait la compétitivité, représente une opportunité réelle de s'attaquer aux obstacles aux mouvements, en particulier pour les travailleurs migrants.

---

4 Dont en 2000, 1 557 médecins et plus de 400 infirmières d'autres pays de la SADC, ainsi que plus de 400 médecins cubains entre 1996 et 2009.

5 Les exemples pour ceci incluent le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement de 1979 de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'annexe II du Protocole pour un marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), en vigueur depuis 2010, la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), le Protocole sur la libre circulation des personnes, du travail et des services du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), le Projet de protocole sur la facilitation de la circulation des personnes de 2005 de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), la Communauté Andine, le Marché Commun de l'Amérique Centrale, le Marché Commun du Sud (MERCOSUR), le Marché et l'Économie Unique Caribéenne (CSME) de la Communauté Caribéenne (CARICOM), l'Association des Nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN), ou encore l'Association Sud-asiatique pour la Coopération Régionale (SAARC).



Certains organismes régionaux ont adopté plusieurs instruments spécifiques permettant de faciliter la mobilité du travail, comme la Communauté Andine des Nations (CAN), la Communauté des États indépendants (CEI) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), alors que d'autres dispositions pour une libre circulation des personnes n'existent que sur le papier.<sup>6</sup>

La **Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est relativement avancée en termes d'intégration régionale et de liberté de circulation des personnes, ainsi que de droits de résidence et d'établissement**, protégés par un protocole. La Commission de la CEDEAO adopta, en 2008, une Approche commune sur la migration, qui édicte un certain nombre de dispositions destinées à favoriser l'harmonisation des politiques, la protection des travailleurs migrants et la promotion de migrations régulières et de politiques soucieuses de l'égalité des sexes, entre autres. Parmi les obstacles à une mise en place effective du Protocole sur la Libre Circulation des Personnes, on peut relever le besoin d'une harmonisation des lois migratoires, des lacunes de connaissance du contenu des différentes déclarations et protocoles par les personnes chargées de leur application, les responsables politiques et le grand public, l'absence de structures et de ressources appropriées permettant d'appliquer les différentes dispositions et le besoin de redéfinir les besoins régionaux en termes de main d'oeuvre, la plupart des mouvements intervenant en dehors des différents cadres légaux et politiques (Touzenis et al., 2009).

**L'intégration régionale existe dans plusieurs régions du monde mais la libre circulation des personnes ne reste souvent qu'un objectif**

**Les États membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA en anglais) ont adopté un protocole sur la libre circulation des personnes, des services, du travail et sur le droit d'établissement.** Toutefois,

6 Plusieurs exemples de bonnes pratiques sont évoqués dans les développements qui suivent. L'objet du présent article n'autorise pas une analyse approfondie concernant l'ensemble des ces groupements régionaux.

à ce jour, le Burundi est le seul État membre à l'avoir ratifié, soulignant le besoin de mise en oeuvre de ce protocole. Dans le cadre du dialogue tripartite engagé avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), un processus de consultation régionale (PCR) est prévu et devrait permettre d'assurer que les questions d'harmonisation sont intégrées (COMESA 2011a ; b).

Le **protocole préliminaire sur la facilitation de la circulation des personnes de la SADC** a été signé par neuf États membres, mais à ce jour, neuf membres doivent avoir signé et ratifié ce texte pour qu'il puisse prendre effet. Avec la croissance des migrations intra régionales, le protocole est revenu ces dernières années au centre des discussions (Crush, 2011b).

D'importants cadres régionaux mis en place dans les pays de la région ALC comprennent le **marché et l'économie uniques de la CARICOM** (communauté caribéenne), au sein duquel le traité de Chaguramas révisé édicte les droits de libre circulation et d'établissement, le droit de proposer des services et pour certaines catégories de main d'oeuvre, de rechercher un emploi dans toute la région. Entre 1997 et juin 2010, cette liberté de circulation a permis le mouvement d'environ 4 000 personnes au sein du marché et de l'économie uniques de la CARICOM, démentant ainsi les peurs de mouvements massifs manifestés au moment de la signature du traité. Des postes dans des secteurs clés tels que l'éducation et la santé ont été pourvus grâce à cette mobilité intra régionale, quatre migrants sur cinq ayant étudié dans l'enseignement supérieur. Les États membres du marché et de l'économie uniques de la CARICOM sont en concurrence avec d'autres pays en termes de migrants hautement qualifiés.<sup>7</sup> Dans le même temps, 75 000 permis de travail ont été délivrés à des migrants en provenance de pays situés en dehors de la zone caribéenne qui répondaient aux manques de main d'oeuvre de la région (Mac Andrews, 2011). La plupart sont probablement originaires d'autres pays du sud, ce qui vient souligner la nécessité d'encourager la circulation des compétences entre les différents pays du sud.

Le **marché commun des pays d'Amérique du Sud (MERCOSUR)** et plusieurs membres candidats comme le Venezuela, la Colombie et la Bolivie, permettent aux citoyens du MERCOSUR d'obtenir le statut de résident, ainsi qu'un permis de travail, sur la base unique de leur nationalité et sans avoir à présenter de

---

7 Dans d'autres cas, comme pour les artisans et les travailleurs domestiques, le Système de formation professionnelle caribéen est encore en passe d'être mis en place, de sorte que cela fait obstacle à ce que les travailleurs appartenant à ces catégories puissent circuler librement dans le CSME.

proposition d'emploi valide. De plus, l'Argentine, le Brésil et le Paraguay ont massivement régularisé des migrants sans papiers qui étaient pour la plupart issus de pays du MERCOSUR (Ayuso, 2010).

Dans les pays arabes, une étude datant de 2010 (ALO et al.) a conclu que la mobilité de la main d'œuvre a grandement contribué à l'intégration économique et sociale régionale. Cependant, **les liens entre l'offre et la demande dans les pays arabes d'origine et de destination doivent être plus clairement définis grâce aux systèmes régulant les marchés de l'emploi existants, afin de favoriser le potentiel de développement humain.** La croissance démographique et les taux de chômage élevés chez les jeunes nécessitent l'adoption d'actions politiques intégrant la mobilité des jeunes aux plans de développement nationaux et régionaux. L'amélioration de la mobilité des étudiants pourrait représenter une opportunité pour encourager l'intégration régionale et les transferts de connaissances et de technologies, et viendrait réduire la vulnérabilité face à l'immigration clandestine (ALO et al., 2010).


**D'autres cadres formels mis en place dans les pays du sud impliquent plusieurs processus de consultation régionale** (PCR), tels que l'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD-RCP), qui regroupe Djibouti, l'Erythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan et l'Ouganda et a pour mission de promouvoir la liberté de circulation des marchandises, des services et des personnes à l'échelle sous régionale. S'ils ne sont pas spécifiquement créés pour répondre à la question des migrations de travail, nombreux PCR couvrent plusieurs aspects liés à la mobilité régionale des travailleurs.<sup>8</sup> Les déclarations et les traités internationaux et régionaux sur les droits de l'homme s'appliquent également aux travailleurs migrants.


8 Des exemples pour ceci incluent la Conférence sur la Migration en Amérique du Sud (SACM), le Dialogue sur les Migrations de l'Afrique Australe (MIDSA), et pour l'Afrique Occidentale (le MIDWA ou le Dakar Follow-up), les Consultations intergouvernementales Asie-Pacifique sur les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants (APC), les Consultations ministérielles sur l'emploi à l'étranger et l'embauche de main d'œuvre pour les pays d'origine asiatiques (le Processus de Colombo), les Consultations ministérielles sur l'emploi à l'étranger et l'embauche de main d'œuvre pour les pays d'origine et de destination asiatiques (Dialogue d'Abu-Dhabi) et le Processus de Bali concernant le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale dans la région Asie-Pacifique.

#### 4. Opportunités et défis des migrations de travail sud-sud


---


La mobilité du travail représente un aspect politique important, qui mérite une plus grande attention et davantage d'actions dans le contexte sud-sud. Les **défis et les opportunités** liés à ces mouvements sont ici présentés, de sorte à apporter une vue d'ensemble sur les questions qui se posent à ce jour en la matière. Les défis potentiels incluent les éléments suivants :

 les systèmes spécialisés en migration de travail **sont souvent uniquement focalisés sur les migrations de travailleurs à destination des pays développés**, alors que les défis sont différents. L'immigration dans le sud a tendance à passer à l'arrière-plan ;






 contrairement aux idées reçues, **des restrictions sont imposées par les pays en développement pratiquement au même degré que dans les pays développés, et favorisent, comme dans ces derniers, la main d'oeuvre hautement qualifiée** (PNUD, 2009). Certains groupes, comme les femmes dans un certain nombre de pays, peuvent être exclus des mouvements migratoires ;

**Les pays en développement aussi contraignent la libre circulation des personnes et favorisent la migration de la main d'oeuvre hautement qualifiée**

 le **caractère fortement informel de nombreux marchés du travail des pays en développement représente un défi particulier**, en particulier au regard de la protection des droits des travailleurs migrants. La porosité de certaines frontières peut représenter un risque en termes de sécurité, mais favorise également la mobilité de travailleurs migrants sans papiers, laquelle encourage elle-même l'entrée de ces derniers au sein de marchés du travail informels. Le faible degré de création d'emplois formels, aggravé par les chocs externes tels que les crises alimentaire, énergétique, financière et économique. ainsi que par certaines tensions politiques, représentent autant de facteurs de migration ;

 les systèmes sociaux ne sont souvent pas suffisamment développés et difficiles d'accès pour les travailleurs migrants. Toutefois, la migration en elle-même peut apporter une protection sociale.

La mobilité du travail sud-sud porte en son sein de nombreuses opportunités qui pourraient être développées :

-  la migration intra régionale implique de plus faibles distances et de moindres coûts. Un plus grand nombre d'études restent nécessaires pour évaluer la manière dont les travailleurs migrants se déplacent dans les pays du sud. Bien qu'un nombre probablement moins important de travailleurs hautement qualifiés y migre que dans les pays développés, l'importance des masses de migrants et le potentiel de réduction de la pauvreté des remises – bien que de moindre valeur – pourraient compenser potentiellement des écarts salariaux moins importants. La porosité des frontières et la libre circulation permise par l'intégration régionale pourraient impliquer une hausse des salaires (informels) et des investissements dans les pays d'origine, ainsi qu'une diminution des coûts sociaux, grâce à la possibilité de revenir plus fréquemment dans le pays d'origine ;
-  les différences culturelles et parfois linguistiques ont tendance à être moindres entre pays voisins, facilitant ainsi l'intégration et réduisant potentiellement les effets psychosociaux du déplacement ;
-  les marchés du travail régionaux pourraient mettre au point une nouvelle entité d'analyse et de coopération liant offre et demande, incluse dans le GATS Mode 4 (Murrugarra et al., 2011) (voir chapitre 5.4) ;
-  la réduction des coûts liés à la migration, comme les coûts élevés liés aux documents de transport et les frais importants de transferts des salaires, pourraient impliquer une importante réduction de la pauvreté, profitant potentiellement à une plus grande partie des migrants que pour le groupe de ceux qui ont les moyens de partir à destination de pays développés ;
-  la reconnaissance des qualifications peut être moins complexe pour les migrations les moins qualifiées, et plus simple entre pays possédant les mêmes systèmes éducatifs. L'intégration régionale, telle que pensée au sein de la CARICOM, représente une opportunité d'aborder cette question.

## 5. Réponses programmatiques et politiques : l'importance de politiques de migration de travail cohérentes et fondées sur les faits aux niveaux nationaux et régionaux

---

### 5.1 Des politiques fondées sur les faits : un besoin de données et d'études sur la mobilité du travail

**Du fait de la porosité des frontières et de l'ampleur des mouvements informels, la mobilité professionnelle au sein des pays en développement est plus complexe à évaluer.** Néanmoins, plusieurs sources existantes peuvent être exploitées. Ces dernières incluent les statistiques officielles, telles que les enquêtes sur la population active (EPA), ainsi que les études spécifiques aux migrations. Les EPA intègrent des modules de migration du travail, comme celui qui a été développé par le Bureau international du Travail (BIT). Les dossiers administratifs, les consulats et les ministères des affaires étrangères tant des pays d'origine que de destination, les employeurs ou les agences de recherche d'emploi, peuvent également fournir des informations (Observatoire des migrations ACP, 2011 ; Crush, 2011b ; Martin 2011).

**Il s'avère nécessaire de s'attaquer à la faible qualité de la plupart des informations, ainsi qu'à la faiblesse des ressources humaines et financières et à celle des capacités institutionnelles chargées de les exploiter, dans le cadre de l'approche cherchant à favoriser le travail fondé sur les faits** (Shitundu, 2006). Les principales recommandations incluent une meilleure utilisation des sources existantes, la mise au point de nouvelles sources classées par genre, âge et profession, le renforcement des compétences et le partage des données entre les pays d'une même région (Schachter, 2009 et Martin, 2011). Dans le cadre des discussions afférentes à une nouvelle initiative liée à la mobilité du travail, il est nécessaire de lier les politiques et les plans de développement existants. Le BIT a mis au point une [Classification internationale type des professions](#) (document en anglais) destinée à permettre les comparaisons entre pays (Martin, 2011), ce qui fait souvent défaut dans la pratique. Fournir des données nationales cohérentes avec cette classification permettrait de développer la comparabilité.<sup>9</sup>

Les profils de migration, mis au point, dans un premier moment, par l'Union européenne pour les pays de l'Afrique, de la Méditerranée, de l'Amérique Latine et des Caraïbes, des Balkans et de la Mer Noire par l'OIM, l'ICMPD et l'Institut

---

9 Des exemples pour ceci incluent le *Répertoire Opérationnel Africain des Métiers et Emplois* (ROAME), dans les pays francophones de l'Afrique occidentale, et la base de données en ligne Accueil-Emploi au Sénégal, au Mali, au Bénin et au Cameroun.

Universitaire Européen, représentent un bon outil et incluent des informations sur les tendances et les politiques de migration du travail. L'Organisation des États Américains (2011) vient de publier un rapport sur le système continu pour l'établissement des rapports sur la migration internationale dans les Amériques (SICREMI), en collaboration avec l'OCDE. Ce rapport contient des informations sur les migrations de travail et pourrait représenter un modèle pour les autres continents. Afin d'évaluer les meilleures pratiques et les obstacles potentiels aux migrations de travail au sein du protocole sur la libre circulation de la CEDEAO, l'Observatoire ACP sur les migrations va commander une étude régionale pour la fin de l'année 2011. Les conclusions de cette recherche pourront servir de base pour d'autres groupes régionaux qui souhaiteraient améliorer les mobilités professionnelles en leur sein.

## 5.2 Renforcer l'accès légal aux marchés du travail

Dans le but de lier de manière efficace l'offre et la demande, **les marchés du travail doivent être évalués aux niveaux national, municipal et local, et cela préalablement au développement de toute stratégie de mobilité de la main d'oeuvre**. Les ouvertures en termes d'emploi peuvent renseigner sur les besoins réels, alors que ceux concernant la formation fourniront des informations en vue de la planification et du développement des stratégies afférentes aux ressources humaines. Faire coïncider les besoins en matière de main d'oeuvre avec l'offre pourrait donner lieu à une situation gagnant-gagnant, tant pour les migrants que pour les pays impliqués. Sur la base de la demande ainsi identifiée, l'acquisition des compétences requises pourrait être encouragée, dans le cadre d'une stratégie globale consacrée aux ressources humaines. C'est ainsi, notamment, que les travailleurs les moins qualifiés et pauvres devraient être ciblés, dans le but de maximiser le potentiel en termes de réduction de la pauvreté de la mobilité de la main d'oeuvre sud-sud, laquelle demeure toujours largement sous-utilisée (Murrugarra et al., 2011). Les observatoires du marché du travail, tels que [l'Observatoire régional pour l'Amérique centrale et la République dominicaine](#) et la [Carte interactive de programmes d'emploi temporaire de travailleurs migrants](#) (MINPAT, en espagnol) lancés par l'Organisation des États Américains, constituent des bonnes pratiques susceptibles d'être transposées dans d'autres pays. La diffusion de l'information sur les postes de travail vacants sur le plan international apparaît essentielle dans le cadre de toute stratégie relative à la migration liée au travail.

Outre l'identification des besoins et de la demande, **des programmes et des approches bilatéraux, multilatéraux et régionaux pourraient être développés, dans l'objectif de favoriser la mobilité légale de la main d'oeuvre.** Les parties prenantes clés, au-delà des administrations publiques locales et nationales des pays tant d'origine que de destination, devraient être consultées et invitées à participer d'une manière transparente. Celles-ci incluent des représentants du secteur privé, de la société civile et des propres migrants. La confiance réciproque constitue une condition préalable importante pour atteindre une coopération efficace, et il en va de même en ce qui concerne l'implication d'autres acteurs internationaux (OIM, BIT et OSCE, 2008). Des objectifs, des intérêts et des procédures doivent être clairement définis pour établir un cadre de régulation avec une approche globale régionale ou bilatérale et les interventions doivent être cohérentes tout au long du cycle migratoire, afin de susciter des attentes réalistes (Holzmann and Pouget, 2010).

Il faut davantage de cohérence, afin d'éviter la duplication des efforts et la mise en danger des initiatives qui visent la durabilité de différents donateurs et organisations internationaux. Pour accroître les synergies, **une entité interinstitutionnelle nationale ou régionale chargée de la mobilité de la main d'oeuvre pourrait être mise en place, laquelle aurait pour mission d'assurer la coordination tant des projets multilatéraux que de ceux bilatéraux, ainsi que l'intégration de la question dans les plans de développement nationaux et régionaux** (Martin, 2011).

### **5.3 Diminuer les coûts liés à la migration et encourager les transferts de devises**

**La migration sud-sud tendant à impliquer des coûts plus faibles, en raison des distances plus courtes en cause, les autres obstacles existants à la mobilité, notamment pour les pauvres, devraient être levés.** Les distances géographiques et les emplacements reculés sont susceptibles de faire augmenter les coûts liés à la migration. L'accès aux prêts assortis de taux d'intérêt appropriés pour les pauvres pourrait permettre d'assurer que même ceux qui n'ont pas normalement accès au système bancaire et qui vivent loin des centres économiques puissent participer à la mobilité de la main d'oeuvre.

Le coût élevé de l'obtention des documents de voyage peut également constituer un obstacle pour la mobilité d'un grand nombre de communautés. Les passeports peuvent coûter environ 300 USD et dans certains pays, leur prix peut atteindre jusqu'à entre 10 et 60 pour cent du produit intérieur brut per capita,



ce qui empêche la migration. D'autres contraintes administratives, comme les longs temps d'attente et la centralisation des organismes qui délivrent les passeports dans les pays d'origine, ainsi que les procédures d'octroi des visas, longues et coûteuses, dans ceux de destination, sont susceptibles d'entraver la possibilité d'occuper un poste de travail à l'étranger. Les procédures peuvent par ailleurs présenter une tendance à la corruption, afin de les accélérer, ce qui vient contribuer encore davantage à faire augmenter les coûts de la migration (Murrugarra et al., 2011).

Il y a des cas de figure dans lesquels certains groupes de la société se voient empêchés de se déplacer librement et de manière légale à l'étranger. Il en est ainsi pour les femmes. Ces limitations affectent de manière disproportionnée les plus pauvres et leur suppression pourrait entraîner une amélioration significative des chances offertes à ces derniers (Murrugarra et al., 2011).

La mobilité intra régionale et interrégionale dans le sud étant aussi importante que la migration vers le nord (bien que différente en termes de niveau de qualification et de type de mobilité), **les transferts de fonds sont probablement fortement sous-estimés**. En raison de la porosité des frontières, de la migration transfrontalière, de l'ampleur des marchés du travail informels et des frais de transfert élevés si l'on a recours aux canaux officiels, ces migrants tendent à utiliser, pour la plupart, des moyens informels pour envoyer de l'argent et des transferts en nature, comme des marchandises.

**A cause de leur nature largement informelle, les transferts de fonds sud-sud restent généralement méconnus. Un effort est nécessaire pour mesurer ces transferts et promouvoir l'utilisation de canaux formels**

**Des pratiques innovantes existent, comme, par exemple, les transferts de sommes et d'économies par le biais des téléphones portables, comme ceux utilisés au Kenya, permettant ainsi les transferts électroniques, incitant l'alphabétisation financière et l'accès aux outils financiers pour les migrants et leurs familles, ou encore le développement d'outils financiers spécifiques sur mesure, afin de tenir compte des besoins tant des femmes que des hommes, et de renforcer les liens de la diaspora** (Melde et Schicklinski,

2011)<sup>10</sup>. La diminution des coûts afférents aux transferts de sommes d'argent pourrait s'avérer bénéfique tant pour le migrant (qui n'aurait plus à payer des frais élevés) que pour le destinataire, qui pourrait avoir accès à des montants plus importants, avec un effet potentiellement favorable pour les plus pauvres, si un accès à l'information et aux produits bancaires était accordé (McKensie and Gibson, 2011).

#### **5.4 Renforcer la protection des travailleurs migrants dans un souci de développement humain**

Les droits de l'homme et la migration sont intimement liés. **Les violations graves des droits de l'homme et le défaut de protection de ces derniers constituent des causes importantes de migration.** En outre, les droits de l'homme dont les migrants jouissent exercent une influence directe sur leur capacité à réaliser le potentiel de développement humain en termes de mobilité, et cela tant pour les migrants que pour les sociétés d'accueil et les familles restées dans les pays d'origine (Wickramasekara, 2010).<sup>11</sup>

**Les personnes qui migrent tendent à présenter une plus grande vulnérabilité lorsqu'il s'agit de contracter le VIH ou d'autres maladies sexuellement transmissibles,** ainsi qu'à faire l'objet de violences (les femmes, en particulier), d'exploitation et de trafics de la main d'oeuvre et/ou de traite des êtres humains et d'exclusion sociale, de discrimination, de racisme et de xénophobie. Ceci met en exergue la nécessité de définir des mesures appropriées en faveur des travailleurs migrants dans les pays d'accueil, en y intégrant une approche fondée sur le genre, de sorte à leur permettre d'avoir accès aux services sociaux de base, tels que la santé, ainsi qu'à éviter la stigmatisation, l'exclusion et la xénophobie. **Les ministères des affaires étrangères des pays d'origine pourraient jouer un rôle important de soutien et de protection des droits des travailleurs migrants.** Les « cartes consulaires » délivrées par les Consultats nicaraguayens au Costa Rica constituent, à ce propos, une bonne pratique, en ce qu'elles permettent aux migrants d'accéder à l'éducation et à la santé, ainsi que d'acquérir le droit de résidence (Martin, 2011).

**Dans la mesure où leur lieu de travail ne fait pas souvent l'objet de quelque régulation que ce soit et se situe à l'abri des regards, les travailleurs**

---

10 Pour en savoir davantage sur ces recommandations, veuillez consulter le dossier d'information intitulé « [Les transferts de fonds des migrants en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique](#) » publié par l'Observatoire ACP sur les migrations.

11 Pour en savoir plus à ce propos, veuillez consulter <http://www.gfmd.org/en/documents-library/docs-protection-rights-empowerment.html>.

**domestiques ont besoin de se voir offrir une protection particulière. La plupart d'entre eux sont des femmes et des jeunes filles, nombre d'entre elles étant des travailleuses migrantes** (ITUC, 2010). La Convention concernant le travail décent pour les travailleuses et les travailleurs domestiques de la BIT, récemment adoptée, ainsi que la recommandation qui l'accompagne,<sup>12</sup> doivent être renforcées en conséquence, afin de protéger cette main d'œuvre « invisible ».

Il existe également d'autres moyens de protection, tels que la diffusion d'informations concernant les procédures applicables à la migration de la main d'œuvre parmi les migrants, dans une langue qu'ils seront susceptibles de comprendre et d'une manière leur permettant d'y avoir accès<sup>13</sup>, la régulation des agences de recrutement privées, la promotion des codes de conduite à l'intention des agences qui proposent du travail aux travailleurs migrants<sup>14</sup>, l'adoption d'un cadre législatif de sauvegarde des droits des travailleurs migrants et de mécanismes de contrôle et de mise en œuvre d'une telle réglementation, le recours au développement des compétences et à l'apprentissage en tant qu'outils de responsabilisation des migrants et l'autorisation du regroupement familial, dans le but de contrecarrer les impacts sociaux négatifs (OIM, BIT et OSCE, 2008)<sup>15</sup>.

**La sécurité sociale constitue un autre aspect important de la protection, ainsi qu'une incitation au retour.** Des accords complémentaires de sécurité sociale pourraient être envisagés, afin de couvrir la portabilité des pensions et des droits à la sécurité sociale et en matière sanitaire (OIM, BIT et OSCE, 2008). L'accord régional de sécurité sociale CARICOM constitue une bonne pratique sur ce point, et vise à l'harmonisation de la législation en matière de sécurité sociale dans ses États membres (secrétariat CARICOM, 2010)<sup>16</sup>.

12 Pour consulter les textes de la Convention et de la recommandation, rendez-vous à l'adresse suivante : [http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/100thSession/media-centre/press-releases/WCMS\\_157894/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/100thSession/media-centre/press-releases/WCMS_157894/lang--fr/index.htm).

13 Les bonnes pratiques incluent les Centres de ressources pour les migrants, tels que le Centre d'Information et de Gestion des Migrations (CIGEM) de Bamako, au Mali, financé par la Commission européenne.

14 Telles que la Kenyan Association of Private Employment Agencies (KAPEA, Association kenyane d'agence privés d'emploi).

15 Pour davantage de détails, veuillez consulter l'adresse suivante : <http://iom.ch/jahia/Jahia/pid/2056>.

16 Un modèle de législation a été mis en place par le secrétariat du CARICOM, dans le but de favoriser l'égalité de traitement entre les résidents des États du CARICOM. Cet accord s'applique aux salariés des sociétés transnationales, ainsi qu'aux travailleurs dans les bateaux et dans d'autres entreprises de transport international, au personnel diplomatique, aux fonctionnaires des organisations internationales et aux travailleurs à leur propre compte (Secrétariat de la Communauté caribéenne, 2010).

## 5.5 Des politiques tournées vers le genre

Les besoins et les réalités auxquels se voient confrontés les femmes et les hommes peuvent être très différents. **Toute approche de la mobilité de la main d'œuvre doit ainsi tenir compte de données désagrégées relatives au genre, ainsi que des défis différents auxquels font face les hommes et les femmes.** En Afrique du Sud, par exemple, une étude a mis en évidence que les travailleuses migrantes travaillent plus souvent dans le secteur informel ou d'occuper des postes non qualifiés. Un tel état de fait a des répercussions de taille sur la stabilité de l'emploi. La nature saisonnière du travail peut aussi avoir pour conséquence que les femmes ne soient pas englobées dans les statistiques. Les risques plus élevés peuvent également inclure la vulnérabilité vis-à-vis du VIH pour les travailleurs temporaires dans le secteur informel (Williams et al., 2011). Les différences peuvent aussi porter sur les modes d'envoi de devises dans les pays d'origine (ONU Femmes et OIM, 2010). Ces aspects viennent souligner qu'une approche universelle des travailleurs migrants ne s'avère pas possible pour assurer l'égalité de genre et l'équité entre les sexes.

## 5.6 Le chômage chez les jeunes, les marchés du travail informels et la création de postes de travail

La migration, y compris les mouvements irréguliers, peut être déclenchée par le sous-emploi

Dans la plupart des pays en développement, environ la moitié de la population a moins de 25 ans (PNUD, 2010). Dans les pays en développement, nombre de migrants sont jeunes et qualifiés, bien qu'en raison de la crise financière et économique mondiale, le chômage parmi les jeunes ait augmenté encore davantage (Byung-jin et al., 2010 et BIT, 2010a). **Le sous-emploi et le manque de postes de travail peuvent faire de la mobilité une opportunité pour des études approfondies ou pour développer les compétences, mais aussi une nécessité, à défaut de toute autre option.** Un tel état de fait peut contraindre les jeunes gens à emprunter des voies dangereuses et à devenir la proie du crime organisé transnational, y compris du trafic de migrants, de la traite des êtres humains et du recrutement transfrontalier en vue de la participation à des conflits armés (UNOWA, 2006).

Le travail des enfants y est lié, ces derniers courant le risque de faire l'objet du trafic ou de l'exploitation de la main d'œuvre. Le fait de rendre la migration sûre pour les enfants n'ayant pas atteint l'âge légal pour travailler pourrait contribuer énormément les protéger (van de Glind, 2010).

**L'ampleur de l'informalité dans nombre de marchés du travail nécessite des approches différentes, dans la mesure où la plupart des stratégies en matière d'emploi semblent cibler davantage le secteur plutôt restreint des postes de travail déclarés.** La création d'emploi, la lutte contre la corruption et la mise en place d'activités productives et d'un environnement favorable à ces dernières, notamment pour les jeunes, s'avèrent essentielles pour faire en sorte que la mobilité devienne un choix et pas une nécessité (UNOWA, 2006). La mise à disposition d'informations réalistes concernant les risques liés à la mobilité pourrait contribuer à réduire les effets négatifs sur la jeunesse, qui agit sous le guide des « mythes migratoires ». Les médias sociaux et les outils de communication pourraient, eux aussi, contribuer à permettre aux jeunes de faire des choix informés (Casco, 2011). L'implication du secteur privé et d'acteurs non étatiques, ainsi que la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur, pourraient s'avérer des outils clés, y compris sur le plan régional.

Les échanges dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce représentent un autre domaine susceptible de contribuer à inciter à la création de postes de travail, ainsi qu'à lancer la croissance économique et à une augmentation des investissements étrangers directs. Le **mode 4 de l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS)** autorise les mouvements temporaires des personnes physiques en vue de la fourniture de prestations de services. Ce mode 4 pourrait être utilisé dans le cadre des négociations au sein et entre régions, dans le but d'élargir le champ d'application de la liberté de circulation au profit des migrants les moins qualifiés, dans la mesure où ces derniers représentent la majorité dans les pays en développement et où la plupart des États sont d'ores et déjà confrontés à un manque de travailleurs hautement qualifiés (Panizzon, 2010 et Melde et Ionesco, 2011).

## **5.7 Inciter la création de réseaux et des diasporas dans le sud**







Les liens transnationaux se sont avérés très bénéfiques pour les migrants, en général. **Les réseaux sociaux constituent une manière de faire diminuer les coûts pour un meilleur accès à des informations à jour et pour la mise à disposition de prêts pour financer la migration, ainsi qu'en vue de la fourniture d'une assistance au moment de l'arrivée et de mitiger l'impact**

**social de la mobilité.** Le plus étendu et durable est le réseau, le plus la mobilité devient accessible, également, pour les membres les plus pauvres de la société, constituant ainsi un complément important par rapport aux politiques en faveur des pauvres (Murrugarra et al. 2011).

La circulation des capitaux humains et sociaux, ainsi que des compétences, parmi les pays en développement, n'a pas encore fait l'objet d'une reconnaissance. L'approche doit inclure les diasporas qui résident dans le sud. Le biais envers les migrations sud-nord a laissé largement le potentiel des membres des diasporas et leurs contacts et engagements transnationaux en arrière-plan (Crush, 2011a). La question commence à présent à susciter davantage d'intérêt.<sup>17</sup> Il existe un besoin clair de prise en compte et de dialogue avec les diasporas du sud, dans le but de rendre possible un échange et un transfert de capitaux humains et sociaux, ainsi que de compétences, d'idées et de technologies.





## 6. Des questions ouvertes à débattre

---

-  Est-ce que les systèmes de migration de la main d'oeuvre fondés sur des modèles de migration sud-nord et nord-nord peuvent-ils s'appliquer aux contextes sud-sud, au vu du degré d'informalité du marché du travail qui existe dans ces derniers ?
-  De quelle manière le chômage et le sous-emploi parmi les jeunes peuvent-ils être abordés par le biais de la mobilité de la main d'oeuvre ?
-  Quelles sont les meilleures pratiques en vue de la promotion de programmes de migration de la main d'oeuvre tournés vers le genre ?
-  Comment associer au mieux l'offre et la demande au sein des régions et entre deux pays différents ?
-  Est-ce que l'intégration régionale et la facilitation de la liberté de circulation des personnes affaiblissent la capacité d'évaluer la migration de la main d'oeuvre, les nationaux n'ayant pas besoin de déclarer leurs déplacements ?
-  Est-ce que la migration circulaire constitue-t-elle une notion plus propre aux migrations intra régionales dans le sud qu'en ce qui concerne la mobilité sud-nord, en raison de l'existence de moins d'obstacles (efficaces) ?

---

<sup>17</sup> Voir, par exemple, Chikanda, A., 2011. « The Engagement of the Zimbabwean Medical Diaspora », Migration Policy Series, n° 55, le Programme de migration de l'Afrique du Sud (Southern African Migration Programme (SAMP)), Idasa, Cape Town and Southern African Research Centre, Queens University, Toronto. L'Observatoire ACP a lancé des études sur les diasporas dans les pays ACP, au Nigeria et au Kenya.

-  Est-ce que la mobilité intra régionale de la main d'oeuvre devrait-elle être encouragée au moyen d'initiatives régionales ou bilatérales ? Quels sont les opportunités et les défis en la matière ?
-  De quelle manière peut-on promouvoir la mobilité des migrants les moins qualifiés ? Quels pays de destination dans le sud se voient-ils confrontés à des manques de main d'oeuvre et à un déclin démographique ?
-  Comment les travailleurs domestiques étrangers pourraient-ils être protégés de manière efficace ? Quelles sont les bonnes pratiques en la matière ?
-  Comment la concurrence entre les travailleurs locaux et ceux étrangers peut-elle être abordée, notamment en ce qui concerne les protestations sociales et les politiques ayant pour objet de réserver les postes de travail aux nationaux ?

## 7. Bibliographie

---

### **Arab Labour Organization (ALO), IOM et Partners in Development (PiD) (eds.)**

- 2010 *Intra-regional Labour Mobility in the Arab World*. IOM, Cairo.  
[http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main\\_page=product\\_info&path=41\\_7&products\\_id=577](http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&path=41_7&products_id=577).

### **Assal, M.**

- 2010 'Highly-skilled Sudanese migrants: gain or drain?', *CARIM – AS 2013/13*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University Institute, San Domenico di Fiesole (FI).  
<http://www.carim.org/HighlySkilledMigration>.

### **Avato, J., J. Koettl et R. Sabates-Wheeler**

- 2009 'Definitions, Good Practices and Global Estimates on the Status of Social Protection for International Migrants', *Social Protection and Labour Discussion Paper No. 0909*, the World Bank, Washington, D.C., <http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/SP-Discussion-papers/Labor-Market-DP/0909.pdf>.

**Ayuso, A.**

- 2010 'Argentina and the Strengthening of Freedom of Movement within MERCOSUR', presentation at the Expert Roundtable on South-South Labour Migration, 22-23 November 2010. EuropeAid and International Centre for Migration Policy Development (ICMPD), Brussels, Belgium.

**Ba, H.**

- 2006 Labour Migration Statistics in West Africa. *International Migration Papers, 79E*, ILO, Geneva. <http://www.ilo.org/public/english/protection/migrant/download/imp/imp79.pdf>.

**Banque mondiale**

- 2010 *The Migration and Remittances Factbook 2011*, Migration and Remittances Unit, World Bank, Washington, D.C. <http://go.worldbank.org/QGUCPJTOR0>.

**Byung-jin, H. et al.**

- 2010 'Youth Employment in Crisis', *Discussion paper 201/2010*, ILO (International Institute for Labour Studies), Geneva.

**Caribbean Community (CARICOM) Secretariat**

- 2010 'Social Security in CARICOM', CARICOM Secretariat, Georgetown.

**Casco, R.**

- 2011 'Effects of Labour Migration Policies on Young People', post of 31 May 2011 on the APYouthNet, An Asian Decent Work Decade Knowledge Network, ILO Regional Office for Asia and the Pacific, Bangkok. <http://ap-youthnet.ilobkk.or.th/discussions/forums/the-effects-of-labour-migration-policies-on-young-people/947749722>.

**Clemens, M.**

- 2006 *Medical Leave: A New Database of Health Professional Emigration from Africa*, Working Paper No. 95, Centre for Global Development, Washington, D.C.



## **Common Market for East and Southern Africa**

- 2011a E-COMESA newsletter. *Issue 286*. 18 March 2011. COMESA Secretariat Public Relations Unit, Libreville. [http://about.comesa.int/attachments/080\\_e-comesa\\_newsletter\\_286.pdf](http://about.comesa.int/attachments/080_e-comesa_newsletter_286.pdf).
- 2011b Report of the Ministers Responsible for Immigration. CS/LEG/MRI/IV/3Lusaka, 16-17 March 2011.

## **Comunidad Andina (CAN)**

- n.d. 'Decisión 545. Instrumento Andino de Migración Laboral', Consejo Andino de Ministros de Relaciones Exteriores, 25 de junio de 2003, Recinto Quirama, Colombia. <http://www.comunidadandina.org/normativa/dec/D545.htm>.

## **Crush, J.**

- 2011a 'Diasporas in the South: Situating the African Diaspora in Africa', in: S. Plaza and D. Ratha (eds) *Diaspora for Development in Africa*. The World Bank, Washington, D.C.
- 2011b 'Labour Migration Trends and Policies in South Africa', Working Party on Migration, DELSA/ELSA/WP2(2011)9, 30 May 2011, Directorate for Employment, Labour and Social Affairs, Employment, Labour and Social Affairs Committee, OECD.

## **Deacon, B., et al.**

- 2011 'Globalisation and the emerging regional governance of labour rights', *International Journal of Manpower* 32 (3), pp. 334 – 365.

## **Gibson, J. et D. McKenzie**

- 2011 'How Can Developing Countries Governments Facilitate International Migration for Poverty Reduction?', in: Murrugarra, E., Larrison, J. and M. Sasin (eds.) *Migration and Poverty. Toward Better Opportunities for the Poor*. The World Bank, Washington, D.C., pp. 125 – 143.

**Holzmann, R. et Y. Pouget**

- 2010      Toward an Objective-Driven System of Smart Labor Migration Management. *Economic Premise*. No. 42, December 2010. Poverty Reduction and Economic Management Network (PREM) Vice-Presidency of the World Bank, Washington, D.C. <http://siteresources.worldbank.org/EXTPREMNET/Resources/EP42.pdf>.

**International Trade Union Confederation (ITUC)**

- 2010      *Decent Work, Decent Life for Domestic Workers: An Action Guide*. ITUC, Brussels. [http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ITUC\\_dwd\\_AnglaisWEB.pdf](http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ITUC_dwd_AnglaisWEB.pdf).

**Mac Andrew, S.**

- 2011      Media interview, July 2011. Caribbean Community Single Market and Economy, Specialist, Movement of Skills/Labour.

**Martin, I.**

- 2011      *Labour Market Information Systems and Labour Market Information in Six Developing Countries: The Challenge of Integration*. IOM Migration Research Series, forthcoming. IOM, Geneva.

**Melde, S. et D. Ionesco**

- 2011      *Integrating migration, development and remittances into the programme of action of the Fourth United Nations Conference on the Least Developed Countries (UNLDC-IV) 2011*. IOM, Geneva. [http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main\\_page=product\\_info&path=41\\_7&products\\_id=707](http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&path=41_7&products_id=707).

**Melde, S. et J. Schicklinski**

- 2011      'Remittances in the African, Caribbean and Pacific Countries', *Background Note No. 2*, March 2011. ACP Observatory on Migration/IOM, 2011. <http://www.acpmigration-obs.org/node/80>.

**Murrugarra, E., J. Larrison et M. Sasin (eds.)**

- 2011 *Migration and Poverty. Toward Better Opportunities for the Poor*. The World Bank, Washington, D.C.

**Observatoire ACP sur les migrations**

- 2011 Guide de recherche, <http://www.acpmigration-obs.org/node/1058>.

**Olivier, M.**

- 2009 'Regional Overview of Social Protection for Non-Citizens in the Southern African Development Community (SADC)', *Social Protection and Labour Discussion Paper No. 0908*, the World Bank, Washington, D.C., <http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/SP-Discussion-papers/Labor-Market-DP/0908.pdf>.

**Organization des Etats américains (OEA)**

- 2011 *International Migration in the Americas*. First Report of the Continuous Reporting System on International Migration in the Americas (SICREMI). OAS, Washington, D.C.

**Organisation internationale du travail (OIT)**

- 2010a *Global Employment Trends: January 2010*. ILO, Geneva.
- 2010b *International labour migration: A rights-based approach*. ILO, Geneva. <http://www.ilo.org/public/english/protection/migrant/>.

**Organisation internationale pour les migrations (OIM)**

- 2010 *The Future of Migration: Building Capacities for Change*. World Migration Report 2010. IOM, Geneva. [http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main\\_page=product\\_info&path=37&products\\_id=653&zenid=d48d34a6a29d2eea81af0a7217ce3300](http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&path=37&products_id=653&zenid=d48d34a6a29d2eea81af0a7217ce3300).

**OIM, OIT et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)**

- 2008 "Bilateral Temporary Labour Arrangements: Good Practices and Lessons Learnt", Analytical Paper, Follow-up on GFMD 2007 Roundtable 1.2. Available at <http://iom.ch/jahia/Jahia/pid/2056>.

**Ortiz Cornejo, C.**

- 2011 'Migraciones en la Comunidad Andina', 28 February 2011, Confederación Sindical de Trabajadores y Trabajadoras de las Américas (CSA), [http://www.csa-csi.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=6688&Itemid=236&lang=es](http://www.csa-csi.org/index.php?option=com_content&task=view&id=6688&Itemid=236&lang=es).

**Pacific Immigration Directors' Conference (PIDC)**

- n.d. Background briefing on the Pacific Island Countries Trade Agreement (PICTA) and the Temporary Movement of Natural Persons (TMNP) scheme.
- 2010 The Pacific Island Countries Trade Agreement (PICTA) and the Temporary Movement of Natural Persons (TMNP) scheme: An update for immigration directors.

**Panizzon, M.**

- 2010 'Trade and Labour Migration. GATS Mode 4 and Migration Arrangements', Dialogue on Globalization, *Occasional Papers*, No. 47, Friedrich-Ebert-Stiftung, Geneva.

**Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD)**

- 2009 Overcoming barriers: Human mobility and development. Human Development Report 2009. UNDP, New York.

**Ratha, D. et W. Shaw**

- 2007 'South-South Migration and Remittances', *World Bank Working Paper*, Washington D.C.: Development Prospects Group, World Bank, <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/South-SouthMigrationandRemittances.pdf>.

**Schachter, J.P.**

- 2009 *Data Assessment of Labour Migration Statistics in the SADC Region: South Africa, Zambia, Zimbabwe*. IOM, Pretoria. <http://www.iom.org.za>.

**Shitundu, J.M.**

- 2006 A study on labour migration data and statistics in East Africa. *International Migration Papers*, 81, ILO, Geneva. <http://www.ilo.org/public/english/protection/migrant/download/imp/imp81.pdf>.

**Skeldon, R.**

- 2010 'Managing migration for development: Is circular migration the answer?', [http://www.migration4development.org/sites/m4d.emakina-eu.net/files/Skeldon\\_2010\\_Managing\\_migration\\_for\\_development\\_-\\_is\\_CM\\_the\\_answer.pdf](http://www.migration4development.org/sites/m4d.emakina-eu.net/files/Skeldon_2010_Managing_migration_for_development_-_is_CM_the_answer.pdf).
- 2011 'China: An Emerging Destination for Economic Migration', *Migration Information Source*, Country Profiles, May 2011. MPI, Washington, D.C. <http://www.migrationinformation.org/USfocus/display.cfm?ID=838>.

**Touzenis, K., S. Yao Konan et S. N. Mohamed-Saleh**

- 2009 *Etude de synthèse des politiques migratoires et des cadres législatifs en matière de migration sur le continent africain*. OIM et CIGEM, Genève/Bamako.

**Union Africaine (UA)**

- 2006 *The Migration Policy Framework for Africa*. Executive Council, Ninth Ordinary Session, 25-29 June 2006, Banjul, The Gambia. EX.CL/276 (IX). AU, Addis Ababa.

**United Nations General Assembly (UN GA)**

- 2010 International migration and development, Report of the Secretary-General. A/65/203, Sixty-fifth session, Item 22 (c) of the provisional agenda, Globalization and interdependence, <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N10/470/04/PDF/N1047004.pdf?OpenElement>.

**United Nations Office for West Africa (UNOWA)**

- 2006 *Youth Unemployment and Regional Insecurity in West Africa*. UNOWA, Dakar, 2<sup>nd</sup> edition.

**United Nations Population Division of the Department of Economic and Social Affairs (UN DESA)**

- 2010     *World Population Prospects: The 2010 Revision*, <http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>.

**van de Glind, H.**

- 2010     'Migration and child labour. Exploring child vulnerabilities and those of children left behind', *Working Paper*, International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), ILO, Geneva.

**Wickramasekara, P.**

- 2010     'Development, Mobility, and Human Rights: Rhetoric and Reality', *Refugee Survey Quarterly*, 28 (4), UNHCR, Geneva, pp. 165 – 200.
- 2011     'International migration of labour: The missing link in globalization', DOSSIER Transnationalismus und Migration, Heinrich-Boell-Stiftung: [http://www.migration-boell.de/web/diversity/46\\_2910.asp](http://www.migration-boell.de/web/diversity/46_2910.asp).

**Williams, J. et al.**

- 2011     'Redefining Migration: Gender and Temporary Labour Migration in South Africa', *Working Paper*, POP 2011-04, Population Program, Institute of Behavioral Science, University of Colorado Boulder, <http://www.colorado.edu/ibs/pubs/pop/pop2011-0004.pdf>.



